

Le produit algérien doit gagner en qualité pour mieux s'exporter

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5542 - Lundi 20 décembre 2021 - Prix : 10 DA

Tizi-Ouzou

La récolte des olives bat son plein

Page 16

UGTA

Le travail non déclaré impacte la santé financière de la sécurité sociale

Page 3

La même cause, des effets presque opposés

Par Mohamed Habili

De même que le virus souche responsable du Covid-19 est apparu en Chine mais que c'est à l'autre bout du monde qu'il a fait sa plus grande moisson de victimes, muant pour ce faire d'une forme à l'autre, ainsi en est-il aujourd'hui de son dernier avatar qui détecté pour la première fois en Afrique du Sud a vite fait d'aller se répandre ailleurs, comme de juste à une vitesse plus grande que celle de ses prédécesseurs. Ce qu'il semble rechercher en premier dans son tour du monde, c'est la population, le milieu humain, le plus favorable à sa propagation. Pour une raison encore mystérieuse, c'est en Grande-Bretagne qu'il se surpasse. C'était déjà le cas avec le variant Delta. C'est encore plus vrai avec Omicron, dont la vitesse de circulation aura bientôt mis hors circuit Delta. Or la vague qui enfle en Grande-Bretagne ne tarde jamais à déferler dans le reste de l'Europe, tout en passant en Amérique. Les scientifiques britanniques, qui depuis quelques jours n'arrêtent pas de donner l'alerte, pensent que des près de 100 000 nouvelles contaminations d'aujourd'hui, on en arrivera bientôt à compter en millions de cas par jour, et à déplorer entre 600 et 6 000 décès dans le même intervalle de temps, pour autant que le gouvernement ne se décide pas à prendre les mesures salutaires qui s'imposent.

Suite en page 3

Réunion du Conseil des ministres

Startups, université et agriculture, les instructions de Tebboune



Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et à l'approbation de projets de loi relatifs aux secteurs de la Justice et de la Recherche scientifique, outre un exposé sur le développement de la production agricole. Page 2

Santé

Benbouzid reçoit le directeur général de «Sinovac»

Page 3

Coupe arabe des Nations

Les Verts y ont cru jusqu'à la fin

Page 15

Réunion du Conseil des ministres

Startups, université et agriculture, les instructions de Tebboune

■ Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et à l'approbation de projets de loi relatifs aux secteurs de la Justice et de la Recherche scientifique, outre un exposé sur le développement de la production agricole.

Par Aomar Fekrache

Le président Tebboune, lors de cette réunion, a donné un ensemble d'instructions. Concernant le projet de loi organique définissant les modalités d'élection des membres du Conseil supérieur de la Magistrature (CSM), les règles régissant son organisation et son fonctionnement, le chef de l'Etat s'est félicité de la composition du Conseil supérieur de la Magistrature, dans le cadre dudit projet de loi organique, qualifié de pas crucial consacrant l'indépendance de la Justice. Comme il a mis en avant le rôle de cette instance dans la consécration de l'indépendance de la Justice. Au sujet de la création d'une nouvelle forme d'entreprises sous l'appellation "Société par actions simplifiée", l'accent a été mis sur la création d'une nouvelle forme d'entreprises dans le secteur des start-up, comme mesure incitative des jeunes pour investir davantage. Il a aussi enjoint de lever des fonds pour investir dans ces entreprises dans le cadre d'une dynamique économique en constante évolution, loin de la logique purement administrative et dissuasive. Le Président a insisté sur la promotion d'une vision positive pour l'application d'une politique économique efficace et la libération des initiatives des entraves et de la lourdeur des procédures. A cela s'ajoute la libération des initiatives et ouverture de la voie

aux porteurs de projets pour accéder au monde économique, sans les restrictions ni les entraves décourageantes qui freinent la créativité. Le Président a également donné instruction de mettre en place un groupe de travail chargé de la révision du Code du Commerce en vue de l'adapter aux exigences des réformes économiques que connaît le pays et aux évolutions de l'activité commerciale. Concernant les règles générales relatives à l'enseignement supérieur, Abdelmadjid Tebboune a ordonné une organisation optimale de l'Université, à travers la définition des règlements intérieurs qui correspondent aux différentes filières universitaires et tenir compte de l'autonomie des universités, dans le cadre des règles générales de l'Enseignement supérieur. Aussi, l'accent a été mis sur la nécessité de mettre l'université à l'abri de toute idéologie, étant un espace de Savoir, d'Innovation et de Développement. Comme il a indiqué que tout changement en matière de systèmes de fonctionnement des universités doit être opéré en début 'et non pas en cours) d'année universitaire pour assurer le bon déroulement des études universitaires. En ce qui concerne le développement de la production agricole et la réduction de la dépendance alimentaire, le Président a enjoint d'élaborer une approche opérationnelle, conformément à la spécificité agricole de l'Algérie, fondée sur la réalité agricole au lieu des



Ph/D. R.

thèses académiques. Il est également question de réviser la structure et l'organisation de l'administration agricole, aux niveaux central, régional et local, conformément à une approche réformiste tenant compte des priorités. Renforcer les structures de production de lait, pour une meilleure maîtrise de la production et de la distribution, notamment dans les grandes villes et encourager l'investissement dans le secteur agricole au titre d'une nouvelle approche, notamment dans les wilayas du sud ne souffrant pas de rareté de l'eau et comptant de vastes superficies de terres arables inexploitées, sont parmi

les orientations données par le Président. Il a aussi appelé à revoir les expériences et le rôle des fermes pilotes pour réaliser une valeur ajoutée dans le secteur sur les plans central, régional et local. Comme il a enjoint

de créer un dispositif de statistiques, basé sur les techniques modernes et les compétences algériennes et permettant d'obtenir des données scientifiques précises pour les exploiter à titre prospectif. A. F.

Bilan des dernières 24 heures

262 nouveaux contaminés et 4 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 4 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de moins que le bilan d'hier (5), portant à 6 184 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 262 cas, soit 24 cas de moins par rapport au bilan d'hier (286), pour atteindre, au total, 214 592 cas confirmés.

R. N.

Accréditation de près de 130 organismes par Algerac

Le produit algérien doit gagner en qualité pour mieux s'exporter

«L'Algérie dispose de beaucoup de potentialités lui permettant d'être un pays conquérant à même de booster ses exportations et d'améliorer sa situation économique et financière. Mais pour cela, il faut garantir la qualité de la production nationale, à travers l'obligation de l'accréditation des organismes de normalisation», a souligné, hier, le directeur général de l'Organisme algérien d'accréditation (Algerac).

S'exprimant sur le rôle de la normalisation dans l'amélioration de l'exportation des produits algériens, Noureddine Boudissa, directeur général de l'Organisme algérien d'accréditation, a estimé, hier, sur les ondes de la Radio nationale, que «la qualité est un critère déterminant pour permettre aux produits algériens de pénétrer

et surtout bien se positionner sur les marchés étrangers». Il a indiqué qu'«Algerac a accrédité près de 130 organismes et compte quelque 70 autres en cours d'accréditation».

L'objectif étant, selon Noureddine Boudissa, d'«atteindre très prochainement, les 240 organismes accrédités». «A condition que l'Etat facilite l'accès aux crédits et bonifications pour ceux qui souhaitent aller vers cette démarche d'accréditation», a précisé le DG d'Algerac. Parmi les secteurs concernés par l'accréditation d'Algerac, Boudissa a cité celui de la Santé, annonçant, à ce titre, qu'une convention-cadre a été «validée» par l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (Anpp) et sera «signée très bientôt» dans le but d'intégrer l'accréditation

dans les activités de la santé. Il a, dans ce sens, signalé que l'Algérie est un des «rares» pays en Afrique à avoir instauré la certification biologie-médicale à laquelle seront soumis tous les laboratoires d'analyses biologiques et médicales, qui ont, d'ailleurs, commencé à être accrédités par Algerac, selon lui.

Par ailleurs, il a indiqué que «le ministère du Commerce vient de publier un décret exécutif concernant la mise en place d'un réseau de laboratoires multidisciplinaires, publics et privés, pour aider les pouvoirs publics à réguler et à accompagner les exportateurs algériens», se félicitant que «ce réseau inclut l'accréditation comme un préalable pour obtenir l'agrément et pouvoir exercer». Il a précisé que «en tout, huit laboratoires d'éva-

luation de la conformité des produits, relevant du ministère du Commerce et de la Promotion des investissements, devraient être accrédités en 2022», ajoutant que parmi ces laboratoires, celui de Constantine (Centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage) et le Laboratoire national d'essais situés à Sidi Abdallah (Alger), dont la mission est le contrôle de la conformité des produits, notamment ceux des équipements de chauffage.

Par ailleurs, prévenant que «même si les normes internationales ISO et autres sont connues, chaque pays applique ses propres barrières normatives pour protéger son marché». Le responsable a recommandé que l'Algérie étudie avec précision les spécificités des normes

appliquées notamment en Europe et en Afrique. «Contrairement à ce que disent certains, l'Afrique est en train de se structurer et d'intégrer les normes dans son commerce, nous devons nous rendre compte des exigences du marché africain commun, c'est stratégique pour l'Algérie, pour pouvoir s'y placer et défendre les intérêts de la production nationale». Concernant le partenaire européen, Boudissa a appelé à obtenir la poursuite de l'assistance technique européenne lors des prochaines négociations de l'Accord d'association avec l'UE. Selon lui, «le challenge de 2022 c'est de donner des certificats de conformité, appelés certification produit, à la production nationale destinée au marché extérieur».

Thinhinane Khouchi

UGTA

Le travail non déclaré impacte la santé financière de la sécurité sociale

■ Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens, Salim Labatcha, a appelé le ministère du Travail à intensifier les efforts en matière de lutte contre le phénomène de non déclaration des travailleurs auprès des services de sécurité sociale, qui a un impact négatif sur la santé financière des caisses de sécurité sociale.

Par Meriem B.

Dans son intervention à l'ouverture du 8^e congrès de l'Union de wilaya de l'organisation à la salle des conférences «Emir Abdelkader» de la ville de Bouhanifia, Salim Labatcha a indiqué que «la solution pour améliorer la situation des caisses de sécurité sociale, et à leur tête celle de la retraite, réside dans la lutte contre le phénomène de non déclaration des travailleurs auprès de la Cnas». Le responsable de la Centrale syndicale a affirmé que la lutte contre ce phénomène contribuera à l'élimination de la vulnérabilité dont souffrent les travailleurs et assurera des revenus supplémentaires aux caisses de sécurité sociale devant les faire sortir de la crise chronique qu'elles connaissent.

«Le travailleur ayant exercé durant 32 années pourra bénéficier de sa retraite sans s'inquiéter sur la santé financière de la CNR», a-t-il indiqué. Par ailleurs, le SG de l'UGTA a appelé les instances de tutelle des caisses de sécurité sociale à «exploiter seulement les fonds détenus par les caisses de sécurité sociale générés par les cotisations des travailleurs dans les domaines de sa compétence et d'éviter de financer d'autres opérations à l'aide de ces fonds». Il a également renouvelé l'adhésion de la Centrale syndicale à l'amendement de la loi sur la retraite, à l'autorisation du retour à la retraite sans condition d'âge pour les travailleurs ayant accompli 32 ans de travail et à la participation au système de sécurité sociale en tant que droit légitime des travailleurs auquel on ne peut déroger. «L'UGTA a adhéré à la démarche de dialogue avec le gouvernement et les différentes parties pour résoudre les problèmes rencontrés par les travailleurs. Cette démarche s'est soldée par les mesures annoncées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, notam-



ment la décision d'augmenter le point indiciaire pour les travailleurs de la Fonction publique et la réduction de l'impôt sur le revenu global, ainsi que l'autorisation de revoir les lois des différentes catégories de travailleurs», a-t-il appelé. L'orateur a fait part du souci de la Centrale syndicale concernant la stabilité dans le milieu du travail, afin de construire un front intérieur fort dans le pays

pour faire face aux défis extérieurs dans tous les domaines. Enfin, Salim Labatcha a estimé que la tenue du 8^e congrès de l'Union de wilaya est «une étape importante dans le parcours de l'organisation des travailleurs et une occasion pour actualiser les directions locales et respecter les lois et règlements de l'organisation régissant le travail de l'organisation syndicale».

M. B.

Santé Benbouzid reçoit le directeur général de «Sinovac»

LE MINISTRE de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a reçu, hier à Alger, le directeur général des laboratoires chinois «Sinovac», Gao Qiang, a indiqué un communiqué du ministère.

La rencontre s'est tenue au siège du ministère en présence de l'inspecteur général du ministère, El-Hachemi Chaouche, la directrice générale de la pharmacie et des équipements médicaux, P Wahiba Hadjoudj, et du directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie, D' Fawzi Derrar, a précisé la même source.

A cette occasion, le ministre de la Santé s'est félicité du «niveau des relations entre les deux pays qui remontent aux années 1960», rappelant que «la Chine a été le premier Etat non arabe à reconnaître le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA)». Le directeur général de «Sinovac» a estimé que «l'acquisition par l'Algérie du vaccin anti-Covid auprès des laboratoires qu'il dirige, traduit la confiance placée par le gouvernement algérien dans son homologue chinois», mettant en avant les facilités accordées par l'Algérie à «Sinovac». M. Benbouzid a, par ailleurs, écouté les explications du directeur général de «Sinovac» concernant la vaccination des enfants, des femmes enceintes et des femmes allaitantes.

M. O.

Assurances

Une croissance de 6,7 %

Le marché national des assurances, toutes activités confondues, a cumulé, au 30 septembre 2021, une production de 112,7 milliards de DA, soit une hausse de 6,7 % comparativement à la même période de 2020, a indiqué le Conseil national des assurances (CNA) dans sa note de conjoncture du troisième trimestre et les prévisions de clôture de 2021.

Le CNA qui prévoit que le marché des assurances pourrait cumuler, au 31 décembre en cours, un chiffre d'affaires avoisinant les 144,1 milliards de DA, soit une hausse de 4,3 % par rapport à 2020, a fait savoir que les assurances de dommages continuent à dominer le marché à hauteur de 87 %.

Selon la note, les acceptations internationales enregistrent un écart négatif de 110,8 millions de DA (-2,2 %) par rapport au 30 septembre de 2020.

Concernant les sinistres déclarés du secteur des assurances, le CNA a indiqué qu'ils marquaient, à fin septembre, une augmentation de 11,4 % en montant et de 1,3 % en nombre de dossiers, liant cela à la hausse des assurances de dommages (+7,4 %) et celles de personnes (+58,6 %).

S'agissant des sinistres des assurances de dommages

déclarés, ces derniers ont évolué positivement de 7,4 % en montant et négativement en nombre de dossiers, avec un taux de 5,1 %. Les règlements des sociétés de dommages sont de l'ordre de 36,2 milliards de DA en 2021 (+8,4 %), consacrés essentiellement à la branche «Automobile» à hauteur de 70 %. Le restant en stock observe également une augmentation de 2,7 % et 2,1 %, respectivement en montant et en nombre de dossiers, précise le CNA. Le taux de règlement du marché des assurances a observé, au 30 septembre, une progression de 2,1 %, soit 30,5 %, contre 29,9 % à la même période de 2020, selon la note qui relève que le taux de règlement des sociétés d'assurances de dommages s'élève à 26,6 %, en repli de 2,2 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Par branches, le CNA a indiqué que la branche «Automobile» a régressé de 3,8 %, comparativement à la même période de 2020, expliquée essentiellement par «la vétusté du parc automobile, conséquence du recul, voire quasi-arrêt, des importations et la cessation de la production locale», tout comme la branche «Agricole» qui a fléchi de 2,4 %.

La branche «Incendie et risques divers» (IRD) a, quant à

elle, progressé de 20,9 %, tirée principalement par les sous-branches «incendie, explosions et éléments naturels» et «autres dommages aux biens», qui ont enregistré des taux de croissance respectifs de 23 % et 15,2 %, lit-on dans la note, qui souligne que ces deux sous-branches détiennent 95,4 % du total des réalisations de la branche IRD.

Pour ce qui est de la production globale uniquement durant le 3^e trimestre 2021, le CNA a indiqué que le marché des assurances a cumulé un chiffre d'affaires de 37,5 milliards de DA, en progression de 8,4 %, générant ainsi une production supplémentaire de 2,9 milliards de DA, résultat de la croissance des primes collectées au titre des assurances de dommages (+9 %) et des assurances de personnes (+16,6 %). Enfin, le CNA prévoit que les sociétés d'assurance de dommages vont clôturer l'année 2021 avec un total de primes estimées à 133,3 milliards de DA, soit une progression de 5,8 % comparativement à l'exercice précédent. La branche «IRD» pourrait, selon les prévisions du Conseil, réaliser une performance de 15 %, contrairement à la branche «Automobile» qui fléchirait de 2,2 % à la fin de l'exercice 2021. Par contre, la production des assurances de personnes,

LA QUESTION DU JOUR

La même cause, des effets presque opposés

Suite de la page une

L'approche des fêtes de fin d'année fait craindre dans nombre de ces pays que la crise sanitaire échappe à tout contrôle. Certains d'entre eux sont déjà retournés au confinement long, à l'exemple du Danemark et de la Hollande, alors que d'autres se préparent à suivre leur exemple. Le gouvernement britannique conservateur ne l'entend pas de cette oreille, bien que ce soit comme toujours chez lui que la situation est la moins enviable. Pour agir dans le sens voulu par la communauté scientifique de son propre pays, Boris Johnson, qui pour le moment n'y est guère porté, sera obligé de s'appuyer non pas sur sa majorité, trop divisée sur la question, mais sur les voix de l'opposition, ce qui est tout de même un comble. On le voit donc, pour fait d'Omicron, l'Occident s'attend au pire, c'est-à-dire à devoir revenir aux restrictions les plus sévères, dont la fermeture de l'économie, comme lors des vagues précédentes. On ne peut qu'être frappé par le contraste qu'il y a entre la situation épidémique en Afrique du Sud, où Omicron est apparu à la mi-novembre, et où il s'est propagé comme une traînée de feu, encore que ce ne soit pas de façon uniforme dans tout le pays, mais où il s'est rapidement mis à reculer, et celle qu'on voit pour l'heure en Europe, pourtant causée par le même Omicron. Là où celui-ci a pris le dessus sur Delta, les chiffres sont notablement meilleurs. Il est plus transmissible que Delta mais moins virulent que lui, du moins les spécialistes sud-africains donnent-ils le sentiment de s'accorder sur ce point. Ce dont tout le monde n'a pas manqué de se féliciter bien sûr. Ce qui est vrai en Afrique du Sud devrait l'être partout dans le monde, y compris en Grande-Bretagne. Il n'a pas fallu attendre longtemps avant de s'apercevoir que la décreuse constatée en Afrique du Sud ne s'affirme pas ni en Grande-Bretagne ni nulle part ailleurs en Occident, encore que le tableau d'ensemble soit contrasté. Dans le continent africain, un seul décès est à mettre sur le compte d'Omicron, et c'est en Afrique du Sud qu'il est advenu. En Algérie, à ce jour un seul cas a été enregistré. Chez nous, comme ailleurs en Afrique, c'est Delta qui continue de se répandre et de tuer.

M. H.

avec un chiffre d'affaires estimé à près de 10,6 milliards de DA, devrait baisser de 10,8 % par rapport aux réalisations enregistrées au 31 décembre 2020, selon le CNA, qui prévoit aussi que toutes les branches seraient en baisse, mis à part la branche «vie-décès» qui maintiendrait une évolution estimée à 1,4 %.

Maya H.

Elevage camelin

Henni souligne l'importance de la filière dans le marché en viandes et lait

■ Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed-Abdelhafid Henni, a mis l'accent, samedi à Alger, sur l'importance de la filière cameline au volet économique, notamment dans la diversification et l'approvisionnement du marché national en matière de viandes, de lait et ses dérivés, a indiqué un communiqué du ministère.

Par Hamid H.

Cette déclaration est intervenue dans le cadre d'une réunion avec les membres du Conseil interprofessionnel de la filière cameline, présidée par M. Henni et le président de la

JM-2022 d'Oran Lancement à Alger de la formation de volontaires stadiers

La première session de formation des volontaires stadiers de la 19^e édition des jeux méditerranéens 2022 d'Oran (25 juin au 5 juillet), a été lancée hier à l'Institut supérieur de la formation et de la technologie du sport (INFS/STS) Abdellah-Fadhel, à Ain Benian (Alger).

Initié par le Comité d'organisation de la 19^e édition des jeux méditerranéens (COJM), en coordination avec la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Alger et les autorités locales et la wilaya d'Alger, ce premier cycle de formation concernera pour une première étape 100 personnes de 10 wilayas du pays, sous la conduite de la commission de formation et de développement, celle de la presse, information et communication ainsi que la commission sécuritaire relevant du COJM. «Nous sommes très conscients que l'encadrement de la 19^e édition des Jeux méditerranéens d'Oran passe essentiellement par la formation des volontaires qui constitueront l'image de marque de l'édition que nous voulons réussir à travers la mobilisation de tous les acteurs du mouvement sportif national ainsi que les secteurs relevant de différents départements ministériels», a déclaré Slimane Tayabi, secrétaire général au ministère de la Jeunesse et des Sports.

Cette première opération de formation, qui se poursuivra jusqu'au 30 du mois en cours, touchera en premier lieu 100 jeunes issus de 10 wilayas du pays, puis une 2^e formation à Alger et une troisième dans la wilaya d'Oran. «Cette formation des volontaires stadiers, ponctuée par des diplômes, concernera au total 580 personnes qui seront encadrées par des enseignants formateurs relevant des secteurs de la Jeunesse et des Sports, du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales», a souligné Tayabi, relevant l'importance de ce cycle de formation qui «mettra en avant les capacités de notre pays à organiser les grands événements sportifs».

K. L.

Commission de l'agriculture, de la pêche et de l'environnement à l'Assemblée populaire nationale (APN). Ont également été évoquées lors de la réunion les mesures à prendre pour l'accompagnement des éleveurs en vue d'améliorer la productivité.

La rencontre a été l'occasion de rappeler «le rôle important» de cet organisme professionnel en tant que «partenaire principal» dans le développement et la structuration de la filière cameline et la production des viandes et de lait. Le ministre a mis en exergue l'engagement des éleveurs à relancer cette filière, estimant qu'elle était «importante, notamment en termes de diversification et d'approvisionnement du marché national des viandes, de lait et de ses dérivés».

La réunion a permis de s'entretenir sur les mesures à prendre pour l'ouverture d'abattoirs mobiles en collaboration avec la Société algérienne des viandes rouges, selon la même source, qui ajoute que le ministre avait mis en avant l'importance de ces structures dans «la régulation du marché des viandes rouges et la valorisation du produit national au niveau local et à l'étranger».

Le responsable du secteur



avait donné des «instructions fermes» à l'effet d'associer les professionnels au niveau local dans toutes les transactions ou les mesures relatives à l'élevage camelin, y compris «la préservation et la gestion des pâturages, le forage des puits en faveur des éleveurs et la numérisation de la filière pour recenser le cheptel».

Pour ce qui est de la protection sanitaire de cette filière, M. Henni a chargé le directeur de la santé animale d'octroyer, en urgence, «une autorisation provisoire» pour l'acquisition et la distribution des médicaments aux régions connues par l'élevage

camelin. S'agissant de l'approvisionnement en matière d'orge et de son de blé, M. Henni a ordonné l'Office national des aliments du bétail (ONAB) de prendre en charge les aliments de bétail et d'ouvrir des points de vente au niveau des wilayas concernées, appelant les cadres du secteur et les éleveurs à «trouver des solutions radicales», à l'image des aliments concentrés comme alternatifs à l'orge et le son de blé.

Le ministre de l'Agriculture a également plaidé pour «des concertations effectives» avec les spécialistes de la filière

cameline et les éleveurs dans les régions sahraouiennes, en sus de la tenue de journées d'études en collaboration avec les instituts et les centres de vulgarisation agricole et de la recherche scientifique, rappelant que l'élevage camelin contribue aussi à la création de postes d'emploi et d'une dynamique dans les régions d'élevage. A la fin, le ministre a appelé les responsables de son secteur et des instances sous sa tutelle à «enlever toutes les restrictions bureaucratiques qui se dressent devant le développement de cette activité».

H. H.

Développement industriel et économique

Sonelgaz s'attelle à l'accompagnement des projets dans les nouvelles wilayas

Le président-directeur général du Groupe Sonelgaz, Chaher Boulakhras, a affirmé, samedi soir à Timimoun, que l'accompagnement énergétique des projets de développement entraine dans le cadre de la stratégie du Groupe dans les collectivités nouvellement promues au rang de wilaya. Sonelgaz s'est ainsi lancé dans la concrétisation de plusieurs projets de développement dans les wilayas nouvellement promues, à l'instar de Timimoun, a affirmé le responsable lors d'une visite de travail dans cette collectivité.

L'objectif étant d'accompagner les nouvelles wilayas dans leurs démarches visant la préparation du climat d'investissement et le développement industriel et économique de ces régions, tout comme il s'insère dans le cadre des recommandations des pouvoirs publics concernant la relance économique et la prise en charge des doléances du citoyen en matière de couverture énergétique, a ajouté M. Boulakhras. Lors de cette visite

de travail, le P-dg de Sonelgaz s'est enquis du projet de centrale électrique mobile ainsi que de la situation de la ligne de transport de l'électricité de haute tension dans la wilaya de Timimoun au départ de la wilaya d'Adrar. Dans le cadre de l'amélioration du service public assuré aux clients de Sonelgaz, il sera procédé au renforcement des lignes électriques vers la wilaya de Timimoun, pour une meilleure couverture des besoins des agriculteurs en énergie, notamment dans la zone d'Ougrouit qui constitue un important pôle agricole dans cette wilaya, a-t-on annoncé lors de cette visite.

Une avancée «qualitative» a été enregistrée dans l'exécution du programme du président de la République visant à rattraper le développement dans les zones d'ombre, à travers le raccordement dans cette wilaya de 10 000 foyers au réseau d'électricité, au titre de l'extension de la couverture électrique dans les zones rurales et enclavées.

M. Boulakhras a assuré, dans ce contexte, que le Groupe

Sonelgaz devrait lancer un appel d'offres national pour la réalisation d'une centrale d'énergies nouvelles, dans le sillage des orientations des pouvoirs publics relatives à la transition énergétique et le recours aux énergies propres et renouvelables. Un programme «ambitieux» devrait être, à cet effet, mené à travers le pays, notamment au Sud, pour atteindre une capacité de production de 1 000 mégawatts, en association avec le Groupe Sonatrach, et ce, sous l'égide des ministères de l'Energie et de la Transition énergétique, a annoncé le P-dg de Sonelgaz.

M'sila : 23 périmètres agricoles raccordés au réseau électrique

Pas moins de 23 périmètres agricoles ont été raccordés au réseau électrique durant l'année 2021, ont rapporté, hier, les services de la wilaya.

Financée dans le cadre des plans sectoriels et lancée au mois d'avril dernier, l'opération a

touché les périmètres localisés dans le sud de M'sila, ont précisé les services de la wilaya, expliquant que ces projets ont été concrétisés en coordination avec les services de l'agriculture et de Sonelgaz.

L'opération contribuera à augmenter la production agricole dans la wilaya, à baisser le prix de revient des légumes et à encourager les jeunes agriculteurs à s'investir dans cette activité, a-t-on indiqué de même source.

Une autre opération, portant sur le raccordement au réseau d'électricité de 4 358 exploitations agricoles, devrait être concrétisée progressivement dans le futur, selon les services de la wilaya qui ont indiqué que les délais de réalisation de cette opération n'ont pas encore été arrêtés.

La wilaya de M'sila occupe actuellement la 11^e place à l'échelle nationale du point de vue production de fruits et légumes, a conclu la même source.

Lyes B.

Sommet Turquie-Afrique

Adoption d'une Déclaration pour renforcer un partenariat mutuellement bénéfique

■ Les travaux du 3^e Sommet de partenariat Turquie-Afrique ont été couronnés, samedi soir à Istanbul, par une Déclaration qualifiée de «nouvelle feuille de route» à même de renforcer un partenariat mutuellement bénéfique entre la Turquie et le continent africain.

Par Samia Y.

Cette Déclaration sera concrétisée sur le terrain à la faveur du Plan d'action couvrant la période 2022-2026, dans le cadre de la poursuite et du renforcement du partenariat Turquie-Afrique, a indiqué le président turc, Recep Tayyip Erdogan, lors de la cérémonie de clôture du sommet qui s'est déroulé sous le thème «Partenariat renforcé pour le développement et la prospérité». L'Algérie qui appuie les résolutions de ce sommet, a été représentée par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, en sa qualité de représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Le Plan d'action couvrant la période 2022-2026 comprend plusieurs axes allant de la restauration de la paix dans le continent africain à l'intensification des investissements et des échanges commerciaux jusqu'au développement du commerce, en passant par la promotion de la ressource humaine et de la formation.

La Turquie, qui mène une politique africaine très dense depuis près de vingt ans, s'emploie ainsi à amorcer une nouvelle étape dans les relations avec l'Union africaine et les pays africains, notamment sa participation active à la réussite de la Zone de libre-échange africaine.

Il s'agit pour Ankara de poursuivre une approche multidimensionnelle en direction de l'Afrique, à même d'établir des relations politiques étroites, renforcées par la multiplication des visites bilatérales au plus haut niveau. A cet égard, la Turquie nourrit l'ambition de devenir «le porte-voix» de l'Afrique en prônant des positions en faveur du continent et en défendant les positions des pays africains dans les différents foras et rencontres de par le monde, sans pour autant négliger une coopération économique étroite à travers des échanges commerciaux denses et des investissements tous azimuts auxquels s'ajoutent les aides humanitaires en faveur des peuples de l'Afrique. Dans cette optique, la Turquie a réitéré son appel en faveur de la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies en insistant sur «le renfor-

cement de la représentation des pays africains au sein de cette instance onusienne».

Dans le même sillage, le président turc a réitéré sa «détermination» à poursuivre la coopération avec les pays africains sur de nombreuses questions, notamment le terrorisme, la lutte contre le crime organisé ainsi que la réduction de la pauvreté et le développement de l'éducation et de la formation.

M. Erdogan qui a émis le souhait d'organiser le sommet Turquie-Afrique à intervalles réguliers, a donné rendez-vous aux dirigeants du continent pour le deuxième Forum diplomatique d'Antalya, prévu du 11 au 13 mars 2022 sous le thème «Reconstruire la diplomatie».

Faki suggère l'effacement de la dette des pays africains

De son côté, le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, s'est félicité des «progrès» enregistrés dans divers domaines de coopération et de partenariat entre l'Afrique et la Turquie, faisant observer que la pandémie de



coronavirus a été une occasion de développer d'«importantes actions de solidarité avec l'Afrique». «Nous avons apprécié le soutien de la Turquie pour la reprise économique post-Covid-19, notamment l'urgence de traiter, voire d'annuler la dette de l'Afrique», a-t-il souligné.

M. Faki a également déploré «le choc des taux vaccinaux» qui sont, a-t-il dit, de 7 % en Afrique contre 70 % dans le reste du monde. Par ailleurs, le président de la Commission a estimé qu'il était temps d'exprimer le souhait «haut et fort» des Africains pour que le partenariat afro-turc

contribue à «rejeter le recours à la force pour résoudre les conflits et soutenir la préférence des solutions politiques par la négociation et le dialogue, fondés sur les valeurs de respect et de justice entre tous les êtres humains et toutes les nations». «En construisant un partenariat de solidarité et de respect mutuel, l'Afrique et la Turquie qui sont des forces émergentes, donneront l'exemple d'un nouveau multilatéralisme que nos peuples souhaitent de tout cœur. Nous sommes ici pour le sceller», a conclu M. Faki.

S. Y.

Construction navale

Boumerdès ambitionne d'être un pôle d'excellence

La wilaya de Boumerdès ambitionne de devenir, à court terme, un pôle national d'excellence dans la construction et la réparation navales, notamment avec le début d'aplanissement des obstacles qui entravaient l'extension de cette activité, selon des professionnels du secteur. Les responsables en charge de ce secteur vital comptent beaucoup sur les efforts du gouvernement qui a pris l'initiative, durant 2021, sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de prendre en charge tous les problèmes et obstacles, notamment ceux liés au foncier à l'intérieur des ports, qui entravent le développement et la promotion de ce secteur sensible, créateur de richesses et d'emplois.

Selon nombre d'artisans et professionnels du domaine, la création de ce pôle est «fort possible», au vu des importantes

ressources dont dispose la wilaya, notamment au sein de ses trois ports (Dellys, Zemmouri et Cap Djinet). Il s'agira de valoriser et d'exploiter convenablement ces ressources, et de mettre à disposition des facilités pour attirer les investisseurs, grâce au Comité interministériel récemment installé par le gouvernement pour accompagner et faciliter les initiatives dans ce domaine, ont-ils expliqué. Composé de représentants des ministères de l'Intérieur, de la Pêche, de l'Industrie et des Transports, le Comité interministériel chargé de la mise en œuvre de la nouvelle politique du gouvernement, à l'échelle locale, dans le domaine du développement de la réparation et de la construction navales, notamment au sein des ports, a récemment agréé sept demandes d'extension et d'investissement sur un nombre (indéterminé) de dos-

siers à l'étude. L'unité de construction et de réparation navales (Corenav) constitue l'un des ateliers privés les plus actifs et les plus performants du domaine au niveau national. Elle fait figure actuellement de modèle de réussite pour les investisseurs, et son expérience peut être exploitée dans le soutien des efforts de création de ce pôle. La Sarl Corenav, qui active dans le port de Zemmouri depuis 2012, «a obtenu récemment la décision d'étendre son activité, à travers l'octroi, à son profit, d'un foncier supplémentaire de 2 400 m² à l'intérieur du port», a indiqué à l'APS le promoteur de cette entreprise, Ali Chaouch (73 ans). Des promoteurs activant également à Boumerdès ont bénéficié d'assiettes foncières pour étendre et moderniser leurs activités de production à l'intérieur des ports de Dellys et Cap Djinet (à l'est de la wilaya), d'autres ont

bénéficié de fonciers d'extension et d'investissement hors zone portuaire, a souligné le directeur de la pêche et des ressources halieutiques, Hamza Habach.

Des ateliers de construction et de réparation navales dans chaque port

A travers cette politique de développement pour la création d'un pôle d'excellence, la wilaya de Boumerdès veut atteindre, à court terme, un objectif d'avoir au moins un atelier spécialisé dans la réparation et la construction navales dans chacun de ses trois ports, a ajouté le responsable du secteur. La wilaya ambitionne également la valorisation et exploitation de ses ressources, en privilégiant l'orientation d'une partie des investisseurs vers des zones extra portuaires, à l'image de celles des communes de Khemis El Khechna et Sidi Daoud,

au moment où le reste des demandes d'investissement du domaine sera orienté vers d'autres zones en dehors des ports, à travers la wilaya, dans l'attente de la promulgation de la loi sur l'investissement. Les organismes concernés par la concrétisation de cet objectif veulent également marquer leur contribution en la matière, par la valorisation et exploitation idoine des ressources actuellement disponibles, qui peuvent faciliter la création de ce pôle. Lesquelles (ressources) sont représentées notamment par les ateliers de réparation et de construction de divers types de bateaux et de différentes dimensions, à l'instar de la Corenav qui s'est investie, actuellement, dans une première nationale, à savoir la construction de quatre thoniers de 35 mètres de long, dont la mise à l'eau de l'un d'eux interviendra prochainement.

Farid L.

Foire de la production algérienne

Les ministres de l'Industrie, du Commerce et de l'Energie s'approchent des industriels et exposants

Les ministres de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion des exportations et de l'Energie et des Mines, respectivement Ahmed Zeghdar, Kamel Rezig et Mohamed Arkab, ont visité samedi la 29^e édition de la Foire de la production algérienne, a indiqué un communiqué du département de l'Industrie. M. Zeghdar s'est entretenu avec nombre

d'industriels exposants sur l'importance de la production nationale dans le développement économique, affirmant la disposition de son département à promouvoir et encourager leurs actions.

Le ministre a également mis en avant l'impératif d'ériger le produit industriel en une activité génératrice de richesse, notamment celui fabriqué par les établis-

sements publics économiques (EPE) qui constituent un axe stratégique du secteur de l'Industrie. Et de rappeler que le taux d'intégration du secteur industriel dans l'économie contribue largement à la diversification de l'économie nationale.

La 29^e édition de la Foire de la production algérienne, qui se tient jusqu'au 25 décembre courant, au Palais des exposi-

tions (Pins-maritimes) à Alger, est organisée par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations et la Société algérienne des foires et exportations (Safex) sous le slogan «Stratégie, créativité et efficacité : clés du développement économique et d'accès aux marchés extérieurs».

R. E.

Handicap

Nécessité d'un réseau de soins multidisciplinaire

■ «Un réseau de soins multidisciplinaire est plus qu'important dans la prise en charge des patients atteints de maladies provoquant un handicap».

Par Samy Y.

La création d'un réseau de soins multidisciplinaire pour les maladies handicapantes est plus qu'une nécessité, a estimé, samedi à Oran, le président de l'Observatoire du handicap, de la réadaptation et de l'éthique en santé (OHRES). «Un réseau de soins multidisciplinaire est plus qu'important dans la prise en charge des patients atteints de maladies provoquant un handicap», a précisé, en marge des 5es Journées de médecine physique, Pr Khaled Layadi, également chef

de service de la médecine physique et réadaptation fonctionnelle au CHU d'Oran. «Dans notre service, nous faisons quotidiennement face au handicap, notamment avec le nombre croissant d'AVC, d'où l'importance de mettre en place un réseau de soins multidisciplinaire avec des neurologues, des neuropsychiatres, des neuropsychologues, des médecins en physique et réadaptation, d'orthophonistes et autres spécialistes», a-t-il mis en exergue. Le Pr Layadi a relevé l'absence de ce genre de réseau en Algérie particulièrement pour les pathologies chroniques, que ce soit pour l'hémiplégie, les AVC, la maladie de Parkinson, ajoutant que «ce genre de réseau pourrait améliorer sensiblement la prise en charge des patients atteints d'un handicap». Pour lui, il est nécessaire de repenser à cette idée de mettre en place ce réseau et parcours de soins pour faciliter et améliorer la prise en charge des patients, soulignant que «le malade atteint d'un AVC, à titre d'exemple, une fois



pris en charge et sorti des urgences médico-chirurgicales (UMC), ne trouve pas d'accompagnement ni orientation pour le reste du parcours». Pour ce qui est des structures, il a appelé à mettre en place des centres spécialisés pour la rééducation fonctionnelle, car, estimant

que «le travail de rééducation fonctionnelle ne se conçoit pas dans un hôpital général mais nécessite un grand espace, des appareillages spéciaux et des spécialistes en la matière». Le Pr Khaled Layadi a également plaidé pour la création de structures de gériatrie, pour prendre en charge

les personnes âgées, catégorie le plus souvent sujette au handicap, et nécessite une prise en charge spécialisée. Plusieurs autres interventions autour des AVC, de la sclérose en plaques et du handicap ont été présentées, lors de ces journées internationales, rappelle-t-on. S. Y.

Enseignement supérieur L'université Djilali-Liabes et nombre d'enseignants mis à l'honneur

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a distingué à l'université Djilali-Liabes (Sidi Bel-Abbès), l'établissement et nombre d'enseignants issus de différents autres établissements universitaires du pays, lesquels ont brillé dans les domaines de la recherche et de l'innovation, selon un communiqué du ministère. Cette distinction s'inscrit dans le cadre de «la nouvelle stratégie consistant à promouvoir l'excellence et l'innovation», note la même source. Classée première au niveau national en termes de recherche académique selon le classement de AD Scientific Index 2021, l'université Djilali-Liabes a été mise à l'honneur, a fait savoir le ministre, rappelant qu'elle a décroché la 13^e place en Afrique et la 99^e à l'échelle internationale. Plusieurs enseignants distingués ont publié des articles scientifiques dans des revues classées types A et A+, notamment dans les mathématiques, les sciences de la nature et de la vie et la psychologie. Etaient également présents, les enseignants des universités de Jijel, Oum El Bouaghi et Alger 3, lauréats du Prix de la Recherche scientifique 2020 que leur a décerné l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OAPC). Le Professeur Nasreddine Berrached, de l'université des Sciences et de la technologie d'Oran (USTO) «Mohamed-Boudiaf», a été honoré lors de cet événement, en guise d'encouragement pour son obtention de l'Ordre du Soleil levant, Rayons d'Or en Sautoir, qui lui a été décerné par Sa Majesté l'Empereur du Japon, en reconnaissance de ses efforts depuis les années 70 dans la consolidation de la coopération entre l'Algérie et le Japon dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

R. S.

Décongestion du trafic routier à Alger

La réalisation de deux projets déclarée d'utilité publique

Deux décrets exécutifs portant déclaration d'utilité publique la réalisation de deux projets routiers, visant la décongestion du trafic routier à Alger, ont été publiés au Journal officiel (JO) n° 92.

Signé par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, le 4 décembre courant, le premier décret exécutif n° 21-487 a pour objet de «déclarer d'utilité publique l'opération relative à l'aménagement des accès routiers entre la deuxième rocade - stade de Douéra et la route nationale n° 36, en raison du caractère d'infrastructure d'intérêt général et d'envergure nationale et stratégique de ces travaux».

Le caractère d'utilité publique concerne les biens immeubles ou les droits réels immobiliers

servant d'emprise à l'opération relative à l'aménagement de ces accès. Les terrains servant d'emprise à cette opération, qui représentent une superficie totale de vingt-trois hectares, sont situés dans le territoire de la wilaya d'Alger, communes de Douéra, Baba Hassen et Khraïcia, précise le décret.

La consistance des travaux à engager au titre de cette opération comprend la réalisation d'un échangeur assurant les échanges entre la 2^e rocade d'Alger vers le stade de Douéra, composé d'un ouvrage d'art reliant Baba Hassen à Douéra, ainsi que ses bretelles d'accès.

Cela en plus de la réalisation d'un accès au stade par la RN n° 36 de 700 m, d'une route périphérique du stade de 1,2 km,

d'une liaison RN n° 63 vers le stade de 900 m, d'une liaison RN n° 63 vers la 2^e rocade sur 1,2 km, d'un dédoublement de la RN n° 63 sur 2,4 km, ainsi que huit giratoires. S'agissant du second décret (N° 21-488), il a pour objet de déclarer d'utilité publique l'opération relative à la réalisation de la liaison rocade sud (5-Juillet) - 2^e rocade d'Alger et contournement de Draria - 1^{re} tranche, «en raison du caractère d'infrastructure d'intérêt général et d'envergure nationale et stratégique de ces travaux».

Les terrains servant d'emprise à cette opération, qui représentent une superficie totale de quatre-vingts hectares, sont situés dans le territoire de la wilaya d'Alger, communes de Draria, El Achour, Baba Hassen,

Khraïcia et Dely Brahim. La consistance des travaux à engager au titre de cette opération comprend la réalisation d'un linéaire principal de 10 kilomètres, ainsi que 17 ouvrages d'art.

Les crédits nécessaires aux indemnités à allouer au profit des intéressés pour les opérations d'expropriation des biens et droits réels immobiliers nécessaires aux deux projets, «doivent être disponibles et consignés auprès du Trésor public», selon les deux textes.

A signaler que ces deux projets s'inscrivent dans le cadre de la poursuite de la concrétisation du programme urgent visant la décongestion du trafic routier de la capitale.

Lyes B.

Enfants cancéreux

Nécessité d'ouvrir des centres de prise en charge

La présidente de l'Association algérienne d'aide aux enfants cancéreux, le Pr Nabila Bouterfas, a souligné, samedi à Alger, la nécessité d'ouvrir des centres spécialisés pour la prise en charge des enfants cancéreux dans toutes les régions du pays. Lors des travaux des 13^e journées sur le cancer pédiatrique, organisées à la Faculté de médecine de l'Université d'Alger, la spécialiste a évoqué les souffrances des familles des enfants atteints de cancer et le manque de prise

en charge et d'établissements de soins. Parmi les types de cancer les plus fréquents chez les enfants, le Pr Bouterfas a cité la leucémie aiguë et les tumeurs malignes comme le cancer du cerveau, des yeux (rétinoblastome), des reins (néphroblastome) et des glandes, soulignant que ces types de cancer répondent dans la plupart des cas au traitement administré. L'oratrice a indiqué que les statistiques réelles de la maladie «ne reflètent pas la situation épidémiologique de la maladie dans la société, malgré

le lancement d'un registre national des cancers pédiatriques dans le cadre du Plan national de lutte contre le cancer (2015/2020)».

Le Pr Bouterfas a affirmé que certains d'entre eux sont génétiques, comme les cancers de l'œil et du rein et les leucémies, qui se propagent surtout chez les enfants atteints de Trisomie 21, mettant l'accent sur l'incapacité des services des grands centres hospitaliers à accueillir le nombre de patients provenant notamment des wilayas de l'inté-

rieur dont les hôpitaux ne disposent pas de spécialistes en oncologie. Elle a ajouté que les services des CHU à Alger «souffrent d'une pénurie de lits destinés à cet effet», appelant à l'ouverture de nouveaux services et au dépistage précoce des cancers pédiatriques en assurant les traitements nécessaires pour éviter les complications de la maladie, d'autant, a-t-elle dit, que la plupart des tumeurs malignes répandues chez les enfants sont «curables si elles sont prises en charge à temps». A. Y.

Journées du court métrage d'Annaba

«Madinet Essalem» présentée en ouverture

■ La ville de Annaba connaît depuis quelque temps une dynamique culturelle remarquable, surtout dans la création filmique. Les journées du court métrage d'Annaba, qui se sont ouvertes samedi à la maison de la culture Mohamed-Boudiaf, est un de ces événements qui attirent les passionnés de cinéma comme les professionnels du métier.



Par Abla Selles

L'ouverture de cet événement a été marquée par la projection du court métrage

«Madinet Essalem» (la ville de la paix) du jeune cinéaste Zakaria Alliouet de Annaba, en présence de figures connues du monde du cinéma. Eclipsée par la pandémie de Covid-19 et les mesures

préventives, cette manifestation rassemble de nouveau les amateurs du 7^e art autour de trois catégories, à savoir le court métrage de fiction, musical et publicitaire, a indiqué, en marge

de cette ouverture, le président de l'association «Lumière de la Méditerranée» d'Annaba, organisatrice de la manifestation en coordination avec la Direction de la culture et des arts et la Maison de la culture Mohamed-Boudiaf.

Dans son court métrage «Madinet Essalem», Zakaria Alliouet a abordé en 20 minutes l'histoire antique de Bouna (ancienne appellation d'Annaba) qui a accueilli diverses civilisations en se transformant au fil des époques en ville hospitalière. Le jeune cinéaste s'est ainsi focalisé sur les ruines d'Hippone et les vestiges romains, l'architecture islamique et l'héritage culturel se traduisant dans les manifestations tenues dans la vieille ville. La première journée de la manifestation a été marquée par un spectacle chorégraphique de la troupe «Nomade» d'Annaba, consacré à la passion

pour le cinéma sur fond de musique sahraouie. La manifestation verra la présentation de 20 courts métrages, d'une durée de 2 à 20 minutes, réalisés par de jeunes cinéastes de 10 wilayas du pays qui participent dans les catégories du court métrage de fiction, du court métrage musical (ou vidéo clip) et du court-métrage publicitaire, selon les organisateurs.

A. S.

Poésie Melhoun

Sa protection et son classement, une nécessité

Les participants au colloque national sur l'origine algérienne de la poésie Melhoun et sa place pionnière dans le Maghreb ont plaidé, samedi à Mostaganem, pour la préservation de ce patrimoine immatériel et son classement en tant que patrimoine humanitaire d'origine algérienne et pionnier dans le Maghreb.

Le spécialiste du Melhoun, Khaled Chahel Yacine, a souligné que «toutes les sources textuelles et les données techniques confirment que ce genre poétique et littéraire est transmis depuis six siècles par les algériens».

Il a poursuivi en rappelant que «l'aède algérien Sidi Lakhdar Benkhelouf a été le premier à introduire des changements dans la forme du poème classique, de son contenu et de ses rythmes sous l'influence des chants soufis, notamment la Qadiriyya».

De son côté, le président de la Ligue nationale de la poésie populaire, Omar Bouaziz de Biskra, a appelé, dans ce contexte, à «intensifier les recherches et les études pour confirmer l'authenticité algérienne de ce patrimoine».

Le commissaire de ce festival, Abdelkader Bendaamache, a estimé que «le classement de la poésie Melhoun comme patrimoine humanitaire, sa préservation comme expression liée au territoire algérien est une urgence», affirmant la nécessité de mettre en place une stratégie nationale de relance de ce patrimoine, d'œuvrer à élargir les recherches parallèlement aux actions culturelles et artistiques.

D'autres intervenants ont abordé les structures linguistiques du Melhoun algérien, l'impact des zaouïas et des courants soufis, ainsi que la personnalité et l'œuvre de Sidi Lakhdar Benkhelouf.

L. B.

Séminaire national «Biskra à travers l'Histoire»

La pensée d'Ibn Khaldoun revisitée

Les participants à la 17^e édition du séminaire national «Biskra à travers l'Histoire», consacrée au penseur Ibn Khaldoun en Algérie et à Biskra, ont affirmé, samedi, qu'Ibn Khaldoun représente «le plus important témoin des événements du 14^e siècle dans le Maghreb et l'Andalousie».

Le penseur a connu des événements majeurs au cours du 14^e siècle qu'il rapporta dans ses écrits, notamment dans le 7^e tome de son ouvrage «El Ibar Ou Diwane El Moubtada Ou El khabar», dans lequel il «évoque avec détails les rapports politiques et les mouvements de la

société qu'il a vécus, laissant aux générations futures des informations précieuses», a indiqué Saâdi Benchehoum de l'Université de Sidi Bel-Abbès.

Dans sa communication sur «les cités de Béjaïa et Tlemcen dans les écrits d'Ibn Khaldoun», présentée durant cette rencontre tenue à la Maison de la culture Ahmed-Reda-Houhou, ce chercheur estime qu'Ibn Khaldoun qui avait vécu en Tunisie, à Tlemcen, Béjaïa et Biskra, a su donner des lectures pertinentes sur les événements de son temps, dont les conflits ayant opposé les quatre dynasties, à savoir Hafside (Tunisie),

Mérinide (Maroc), Zianide (Algérie) et Nasride (Andalousie).

De son côté, le chercheur Fouzi Masmodi qui a abordé dans son intervention «Ibn Khaldoun le fondateur de la sociologie», a souligné que ce penseur a éclairé par ses multiples écrits comme «El Ibar Ou Diwane El Moubtada Ou El khabar», «El Moukadima» et «Wasf Bilad El Maghreb», les diverses phases de l'Histoire et les événements majeurs qui ont marqué la région notamment du Maghreb central.

Il a également fait savoir que ce penseur compte, outre ses

écrits historiques, des ouvrages en littérature, mathématiques et soufisme.

D' Lakhdar Boulitf de l'Université de Msila a relevé, dans sa communication «les propos et les non-dits dans la relation d'Ibn Khaldoun avec les tribus du Maghreb central», que ce penseur a côtoyé de près les tribus, leur rôle politique et leurs alliances avec les dynasties qui avaient régné dans la région.

Il a également estimé qu'Ibn Khaldoun a consigné dans ses écrits un quart de siècle de conflits politiques essentiellement dans le Maghreb central.

F. H.

La langue arabe, un pont entre les civilisations

l'Unesco affirme le rôle historique de la langue

Le président du Haut conseil de la langue arabe (HCLA), Salah Belaid, a affirmé, samedi à Alger, que le choix par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) du thème «La langue arabe, un pont entre les civilisations» pour célébrer la Journée mondiale de la langue arabe, venait affirmer «le rôle important et historique de la langue arabe dans la construc-

tion des ponts de communication entre les peuples». Lors d'une cérémonie organisée à l'occasion de la Journée mondiale de la langue arabe, en présence de la ministre de la Culture et des Arts, Wafaa Chaalal, M. Belaid a indiqué que l'Unesco cherchait à «mettre en avant le rôle historique de la langue arabe qui continue à créer et à transmettre le savoir», assurant que la langue était un moyen de hisser le dialogue et jeter les fondements de la paix face à l'intensification de la numérisation. M. Belaid a également mis en exergue l'impératif de renforcer le dialogue entre les peuples et d'œuvrer au rapprochement linguistique, considérant la langue arabe comme une des langues qui a le plus contribué à l'interaction civilisationnelle et cul-

turelle durant bien des siècles. Il est nécessaire de rattraper le retard accusé, de corriger les erreurs pour atteindre une nouvelle position, a-t-il expliqué. Intervenant à cette occasion, M^{me} Chaalal a mis en avant la place importante de la langue arabe en Algérie, faisant part de son engagement à s'employer à la promotion et au développement de cette langue dans tous les segments de la culture en soutenant d'ailleurs la publication, la traduction et les recherches académiques ayant trait à la langue arabe. «En dépit de l'intérêt accordé par l'Algérie à la langue arabe en tant que langue nationale et officielle, beaucoup de défis sont à relever dans ce sens», a rappelé la ministre, soulignant «la nécessité de préserver la place de la langue

à travers sa promotion et son utilisation notamment dans les domaines de l'Education et de l'administration, tout en encourageant l'écriture en langue arabe». Plusieurs communications ont été présentées par des enseignants algériens, tunisiens, soudanais, syriens et qataris, sur des thèmes liés à «la langue arabe et les ambitions mondiales», «l'influence de la langue arabe sur les langues indo-européennes», «le caractère mondial de la langue arabe...». La cérémonie a été hisseée par le décernement au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, du bouclier de la langue arabe, en reconnaissance de ses efforts dans la promotion et le développement de la langue arabe.

M. K.

Agend'Art

Palais des Raïs, Bastion 23

Du 18 décembre au 15 janvier 2022 :

Une exposition historique et artistique dédiée à l'apport des femmes dans l'histoire algérienne, organisée sous le thème «Les oubliées de l'histoire».



Soudan

Gaz lacrymogène lors d'une manifestation anti-pouvoir militaire

La police soudanaise a tiré, hier, des grenades lacrymogènes à Khartoum pour disperser les dizaines de milliers de manifestants descendus dans la rue pour s'opposer à l'armée, au pouvoir depuis le coup d'État militaire du 25 octobre.

Par Mourad M.

«Le peuple veut la chute de Burhane», scandaient les manifestants en référence au général Abdel Fattah al-Burhane, qui a mené le coup d'État, ont rapporté des témoins à l'AFP.

Ces manifestations interviennent trois ans après le début de la «révolution» au Soudan qui a

renversé Omar el-Béchir après 30 ans de dictature.

Après le coup d'État et une répression qui a depuis fait 45 morts et des centaines de blessés, les fers de lance de la «révolution» anti-Béchir veulent relancer un mouvement qui s'est essouffé parmi les 45 millions de Soudanais englués dans une inflation à plus de 300 %.

Le 19 décembre 2018, face au marasme économique dans

lequel était plongé le Soudan de Béchir, sous embargo international, des centaines de milliers de Soudanais ont manifesté, forçant l'armée à démettre le dictateur quatre mois plus tard.

Si les Soudanais avaient choisi ce jour-là, c'est qu'en 1955, à la même date, le Parlement du pays toujours sous tutelle britannique avait proclamé l'indépendance.

Opposés à ce qu'ils appellent l'«occupation» des militaires, les partisans d'un pouvoir civil ont appelé à manifester hier contre l'armée, dont le plus haut gradé, le général Burhane, a mené le coup d'État qui a rétabli la prépondérance des militaires.

«Nous sommes confrontés aujourd'hui à une régression majeure dans la marche de notre révolution qui menace la sécurité, l'unité et la stabilité du pays et risque de mener l'État dans un abîme qui ne nous laissera ni patrie ni révolution», a déclaré, samedi, le Premier ministre civil, Abdallah Hamdok.

La police anti-émeute a été déployée aux principaux carrefours de Khartoum, tandis que les autorités soudanaises ont fermé des ponts reliant le centre de la capitale à des banlieues de l'ouest et du nord.

Toutes les routes entourant le quartier général de l'armée dans le centre-ville ont par ailleurs été fermées avec des barbelés et des blocs en béton, selon un journaliste de l'AFP.

«Le coup d'État a coupé la route à la transition démocratique : avec lui, les militaires ont pris le contrôle total de la vie politique et économique», affirme à l'AFP



PH > D. R.

Achraf Abdelaziz, patron du quotidien indépendant «Al-Jarida». Bien avant le putsch, Khartoum reconnaissait que 80 % des ressources du pays n'étaient toujours pas sous son contrôle. Nul ne sait quelle part de l'économie est entre les mains des militaires mais ils contrôlent de nombreuses entreprises allant de l'élevage de volailles à la construction.

Avec le putsch et la suppression de l'aide internationale en rétorsion, dit encore M. Abdelaziz, «l'appareil sécuritaire a emporté sur les institutions politiques. Or, pour mener une transition démocratique, il faut que le politique soit le moteur».

L'armée a bien rétabli Abdallah Hamdok et promis des élections libres en juillet 2023, mais n'a toujours pas formé de gouvernement. En face, les civils qui accusent M. Hamdok de «trahison», peinent à émerger politiquement : profondément divisés avant le coup d'État, ils continuent à ne pas s'entendre.

Pour Khaled Omer, ministre évincé lors du putsch et cadre

des Forces de la liberté et du changement (FLC), le fer de lance civil de la «révolution», ce putsch donne «l'occasion de corriger les défauts du système d'avant». Cet attelage avait rallié en 2019 sous une même bannière anti-Béchir civils, militaires et paramilitaires, rejoints en 2020 par les rebelles de régions reculées du pays.

Mais si l'union sacrée a fait long feu – les civils entendaient récupérer seuls le pouvoir sous peu, les militaires ont imposé la prorogation pour deux ans du mandat du général Burhane à la tête de facto du pays – les civils n'ont pas jusqu'ici présenté de plan d'action, ne cessent de répéter les diplomates qui les rencontrent régulièrement.

Au Soudan, où depuis des décennies des conflits ont fait des centaines de milliers de morts, le scénario du pire pourrait déjà être enclenché, préviennent les observateurs, avec, officiellement selon Khartoum, cinq millions d'armes aux mains de civils.

M. M.



Commentaire

Conservatisme

Par Fouzia Mahmoudi

Si la Corée du Nord a failli tourner une page de son histoire sous le mandat de Donald Trump, la situation de la République coréenne est aujourd'hui au point mort. L'arrivée à la tête de la nation communiste, il y a dix ans, de Kim Jong Un, qui semblait ouvert à l'influence étrangère et aux réformes économiques, n'aura pas changé le pays comme certains le pensaient et les Coréens du nord sont plus isolés que jamais. En succédant à son père en 2011, Kim Jong-Un affichait la volonté d'assouplir le contrôle étatique de l'économie, fermant les yeux sur le développement du marché noir. Ces initiatives privées de taille très modeste ont permis au pays d'enregistrer en 2016 sa plus forte croissance en 17 ans, selon la banque centrale de Corée du Sud. Dans le même temps, il tendait la main à Séoul, allant jusqu'à inviter des vedettes sud-coréennes à se produire à Pyongyang. Depuis, les sanctions internationales imposées en 2017 après des tests de missiles et un puissant essai nucléaire ont porté un sérieux coup à son économie. La fermeture, dès janvier 2020, de ses frontières pour se prémunir du coronavirus a aggravé la situation. En réponse, le leader nord-coréen a renforcé son emprise et appelé à la solidarité nationale, selon des analystes. «Une censure de plus en plus importante laisse penser que le régime est moins confiant», souligne Troy Stangarone, directeur à l'Institut économique coréen. Parallèlement, selon des analystes, le dirigeant a perdu de l'assurance à l'issue de ses différentes rencontres avec le président américain Donald Trump, qui ont abouti à une impasse en 2019. Les deux dirigeants n'ont pas réussi à s'entendre sur les conditions d'un allègement des sanctions. Le Nord a enregistré en 2020 sa plus importante récession économique depuis deux décennies, selon la banque centrale de Corée du Sud. Lors du congrès du parti au pouvoir, en janvier, Kim Jong Un a reconnu des erreurs dans la mise en œuvre du plan économique, en présentant ces cinq dernières années comme la «pire» période pour son pays. Le régime a officiellement repris le contrôle de l'ensemble du commerce extérieur et des marchés intérieurs. Pyongyang a promulgué une loi punissant de 15 ans de prison les personnes possédant des biens sud-coréens. Les médias nord-coréens ont rapporté des propos du leader exhortant les autorités à éliminer le «cancer vicieux qui menace notre idéologie et notre système social et entrave la pensée unique». La Corée du Nord réprime depuis longtemps ce qu'elle appelle «l'invasion idéologique et culturelle». L'accès à la culture venue de l'étranger est sévèrement restreint, peines de prison à l'appui. Toutes les radios et télévisions sont pré-réglées afin de ne recevoir que les médias d'État, et les Nord-Coréens n'ont pas accès au réseau internet mondial. Cho Han-bum, chercheur principal à l'Institut coréen pour l'unification nationale, a déclaré que la «génération Jangmadang», ceux qui sont nés et ont grandi pendant et après la famine des années 1990, résistera probablement à la répression. L'État n'ayant pas été en mesure de leur fournir des rations alimentaires pendant leur enfance, ils ont grandi en se débrouillant seuls, en comptant sur le marché noir pour survivre – et avec une allégeance nettement moindre envers les dirigeants, a expliqué M. Cho. «Un conflit entre l'approche conservatrice de Kim (Jong Un) et les milléniums et la génération Z du Nord sera inévitable», a-t-il ajouté. Ainsi, les améliorations notables espérées après l'arrivée de Kim Jong-Un n'ont pas eu lieu et le pays semble au contraire sombrer dans l'isolationnisme le plus total. Reste à voir si les Occidentaux finiront, à la manière de Trump, par tenter de nouer le dialogue avec Pyongyang, ou s'ils laisseront le peuple nord-coréen continuer à subir la politique conservatrice de leur dirigeant.

F. M.

Hong Kong

Forte abstention lors du scrutin local réservé aux «patriotes»

Les Hongkongais bouddaient largement les urnes, hier, lors du renouvellement du Conseil législatif de la ville selon un nouveau processus imposé par Pékin, qui a drastiquement réduit le nombre de sièges pourvus au suffrage universel direct et réservé aux «patriotes» le droit d'être candidats. A 19h30 (11h30 GMT), après onze heures de vote et à trois heures de la clôture, seuls 26,5 % des inscrits avaient fait le déplacement pour désigner les 20 membres élus au suffrage universel sur les 90 que compte le Conseil législatif (le «LegCo»).

Les 70 membres restants sont choisis par plusieurs comités composés d'élites politiques acquises au régime chinois.

Lors du précédent scrutin, en 2016, le taux de participation à la même heure était de 43,6 %. Le «LegCo» comptait alors 70

membres, pour moitié désignés directement par les électeurs.

Cette année, pour être autorisé à briguer un siège, chacun des 153 candidats a dû donner des gages de loyauté politique à l'égard de la Chine et de «patriotisme». De ce fait, les militants pro-démocratie ont été empêchés de se présenter ou y ont renoncé, lorsqu'ils ne sont pas en prison ou en fuite à l'étranger, et la plupart des candidats affichent un profil similaire.

Le taux de participation, thermomètre de l'adhésion des Hongkongais au nouveau système électoral, est donc la seule véritable inconnue du scrutin.

Les nouvelles règles ont été imposées par Pékin dans le cadre de la reprise en main de Hong Kong après les gigantesques manifestations pro-démocratie de 2019.

Daniel So, 65 ans, était parmi

les premiers à faire la queue devant un bureau de vote du quartier aisé de Mid-Levels.

«Les jeunes ne sont pas tellement intéressés par cette élection parce qu'ils sont induits en erreur par des responsables politiques et des médias étrangers», a-t-il regretté.

Quand la cheffe de l'exécutif Carrie Lam est arrivée pour voter, trois manifestants de la Ligue des sociodémocrates, pro-démocratie, ont scandé : «Je veux un véritable suffrage universel». Le gouvernement a publié des pages de publicité dans les journaux, distribué des tracts dans les boîtes aux lettres et envoyé massivement des SMS pour inciter les Hongkongais à voter. Les transports publics étaient gratuits hier.

Avant le scrutin, M^{me} Lam a affirmé qu'un faible taux de participation ne «voudrait rien dire».

Ligue 1 (8^e journée)

Le CRB reprend les commandes, le WAT s'enlise davantage

La 8^e journée du championnat de la Ligue 1 algérienne de football s'est poursuivie samedi, avec l'installation du champion d'Algérie en titre, le CR Belouizdad en tête du classement, à la faveur de sa victoire (1-0) devant la JS Saoura, éjectée momentanément du podium, alors que le CS Constantine, vainqueur de l'O.Médéa (1-0), reste intraitable à domicile, au moment où le WA Tlemcen tenu en échec à domicile par le NA Hussein-Dey s'enlise davantage dans les profondeurs du classement. La courte victoire du CRB dans son antre du 20-Août-1955 d'Alger face à la JSS, lui a suffi pour chiper le fauteuil de leader à l'US Biskra, auteur la veille d'un nul à Oran (2-2). Les Belouizdadi doivent une fière chandelle à Selmi, l'auteur du but victorieux (55'), qui propulse son équipe à la 1^{re} place du classement général, alors que les gars du sud-ouest algérien glissent provisoirement à la 5^e place (13 pts) en compagnie de l'ES Sétif, en attendant de disputer leur match en retard. Le CSC, toujours intraitable au stade Benadelmalek de Constantine, n'a pas raté l'opportunité de battre petitement son adversaire du jour l'O. Médéa, se partageant du coup avec lui la 3^e place (14 pts), avec l'avantage d'un match en moins qu'il disputera ultérieurement. Le dernier match au programme de samedi a été palpitant et a rebondisse-

ments. Le WAT et le NAHD, qui se sont séparés sur un score de parité (2-2), ont crânement disputé leur chance pour se contenter finalement d'un point. Le Nasria a mené au score à chaque fois avant d'être rejoint par le Widad qui a dû attendre le temps additionnel (90'+5) pour arracher le nul, qui lui permet de partager la dernière place avec le NC Magra et le HB Chelghoum-Laid avec 4 unités pour chaque équipe. Cette 8^e journée qui a débuté vendredi, a été marquée par la première victoire de la saison de trois clubs, en l'occurrence, l'ASO Chlef, le RC Arba et la JS Kabylie, devant respectivement l'USM Alger (2-1), le NC Magra (2-1) et le HB Chelghoum-Laid (1-0). L'ex-surprenant leader du championnat, l'US Biskra, a ramené un précieux nul de son lointain déplacement à Oran, en égalisant sur un magistral coup franc direct de Hamza Ounnas (90'+3). Enfin, le duel au sommet de cette huitième journée, entre le Mouloudia d'Alger et l'Entente de Sétif a tourné à l'avantage des Vert et Rouge, l'ayant emporté (2-0), grâce à Rebaï (54') et Frioui (87'). Un précieux succès qui propulse le «Doyen» à la septième place avec douze points, au moment où l'Aigle Noir reste cinquième, avec treize unités au compteur. La dernière confrontation inscrite au programme de cette journée, RC Relizane - Paradou AC, a été reportée à une date ultérieure.

Ligue 2 (9^e journée)

Le RCK seul en tête à l'Ouest, la JSBM conserve son fauteuil à l'Est

La RC Kouba, vainqueur samedi devant l'ASM Oran (1-0) pour le compte de la 9^e journée du Championnat de la Ligue 2 de football, s'est emparé de la 1^{re} place du groupe Centre-Ouest, profitant du faux pas du MC El Bayadh accroché par la lanterne rouge le SC Ain Defla (1-1), alors que la JS Bordj Ménaïel a conservé sa place de leader dans le groupe Centre-Est après sa victoire en déplacement devant l'IRB Ouargla (2-1). Battu par l'USMM Hadjout (1-0), lors de la précédente journée, le Raed (1^{er} - 22 pts) a repris sa marche en avant en s'imposant à domicile devant l'ASM Oran (1-0), grâce une nouvelle fois à son buteur maison Sid Ali Yahia Chérif, auteur de son cinquième but de la saison. De son côté, l'ex-co-leader MC El Bayadh, désormais deuxième du classement avec 20 points, a été tenu en échec par la lanterne rouge le SC Ain Defla (0-0), et se retrouve sous la menace du GC Mascara (3^e - 17 pts), vainqueur en déplacement devant la JSM Tيارت (1-0). Toujours dans la course à l'accession, le CR Témouchent (3^e - 16 pts) s'est imposé devant l'USM El Harrach (2-1) et reste collé au peloton de tête. Dans le milieu du tableau, l'ES Ben Aknoun a signé une 3^e victoire consécutive, en dominant le WA Boufarik (3-1). A la faveur de ce succès, l'Etoile rejoint le MC

Saida, également vainqueur devant SKAF El Khemis (1-0), à la 5^e place du classement avec 14 points. Le dernier match du groupe Centre-Ouest, opposant le MCB Oued Sly (9^e - 11 pts) à l'USMM Hadjout (7^e - 13 pts) s'est terminé sur le score de (1-1). Dans le groupe Centre-Est, la JS Bordj Ménaïel (1^{er} - 21 pts) continue à faire cavalier seul en tête du classement après sa victoire en déplacement devant l'IR Ouargla (2-1), qui lui permet de garder un point d'avance sur l'USM Annaba, également vainqueur en déplacement devant le CA Bordj Bou Arréridj (3-2). Large vainqueur devant le MO Constantine (3-0), l'USM Khenchela reste embusquée à la troisième place avec 18 points, alors que le NRB Téléghma (4^e - 16 pts) a fait match nul face à HAMR Annaba. Après un début de saison difficile, la JSM Skikda a décroché un deuxième succès consécutif en s'imposant devant l'AS Ain M'ilia (2-0) et sort de la zone de relégation, tout comme le MO Béjaïa qui n'a fait qu'une bouchée du CA Batna (4-0). Dans cette 9^e journée du groupe Centre-Est, marquée par quatre victoires à l'extérieur, la JSM Béjaïa est revenue avec les trois points de la victoire de son déplacement à Lakhdaria (2-1), alors que le MC El-Eulma s'est imposé à domicile face à l'US Chaouia (1-0).

Coupe arabe des Nations Les Verts y ont cru jusqu'à la fin

■ Même s'ils savaient que la concurrence allait être rude, avec la participation de sélections habituées aux sacres, telles que l'Egypte (plusieurs fois championne d'Afrique), le Maroc (deux fois détenteur du CHAN), le Qatar (champion d'Asie en titre), il n'empêche que les Verts ont cru en leur étoile dès le début de cette Coupe arabe des Nations et ce, jusqu'à la fin.



Les Verts ont mérité ce sacre

Par Mahfoud M.

I faut savoir que le coach national, Madjid Bougherra, à l'image de son homologue de l'EN A, Belmadi, avait déclaré qu'il ambitionnait carrément de décrocher le sacre. Certes, il a été quelque peu perturbé par certaines critiques sur le choix de la liste des 23 pour cette compétition, mais n'a pour autant pas été ébranlé et a continué à préparer son groupe le plus normalement du monde. Réunir les joueurs quelques jours seulement avant le tournoi arabe n'a pas été facile, surtout qu'une telle compétition se prépare pendant au moins trois mois. Même lors du tournoi, la

sélection a rencontré quelques difficultés, avec des moments de doute où certains pensaient réellement qu'il fallait faire appel à des éléments capables de suppléer des joueurs blessés, comme ce fut le cas de Bounedjah qu'il fallait donc remplacer. Quoi qu'il en soit, Bougherra a su comment faire face à tous ces aléas, lui qui vit sa première expérience à la tête d'une sélection nationale, sachant qu'il n'a été entraîneur qu'au Qatar et que son expérience n'avait pas été couronnée de succès. Cette Coupe a permis également à certains joueurs de montrer ce dont ils étaient capables, et il est sûr que cela donnera du fil à retordre au

coach de l'EN A, Djamel Belmadi, qui devra bien réfléchir avant de dévoiler la liste des joueurs choisis pour la CAN 2021 au Cameroun qui débute dans une vingtaine de jours. Des joueurs comme Cheti, Bendebka, voire Merizek, ont prouvé qu'ils méritaient une chance, alors que Brahimi a montré qu'il avait encore de beaux restes et qu'il faudrait encore compter sur lui pour ce tournoi, après avoir longtemps été écarté par Belmadi. La page de la Coupe arabe étant fermée, il faudra se tourner maintenant vers la prochaine CAN qu'il faudra bien préparer pour être au rendez-vous et défendre son titre. M. M.

L'Algérie empochera un chèque de 5 millions de dollars

L'Algérie, sacrée championne arabe de football 2021 après sa victoire, samedi à Doha, en finale face à la Tunisie (2-0) après prolongations, empochera un chèque de 5 millions de dollars.

La Tunisie percevra, de son côté, une prime de 3 millions de

dollars, alors que le Qatar troisième et l'Egypte quatrième recevront respectivement 2 et 1,5 million de dollars.

L'Algérie, qui succède au Maroc au palmarès de la compétition, a remporté pour la première fois la Coupe arabe de la Fifa 2021, en battant son homologue

tunisienne (2-0) après prolongations, en finale de la 10^e édition disputée samedi au stade «El-Bayt» à Doha (Qatar). Auparavant, la sélection du Qatar s'est adjugée la 3^e place en battant son homologue d'Egypte aux tirs au but (0-0) 5-4 en match de classement.

Brahimi, M'Bolhi et Belaili primés

Les joueurs de la sélection algérienne A', Yacine Brahimi, Rais M'Bolhi et Youcef Belaili, ont été primés dans la Coupe arabe de la Fifa 2021, décrochée par l'Algérie devant la Tunisie (2-0), en remportant respectivement les trophées de meilleur joueur du tournoi (ballon d'or), meilleur gardien (gant d'or), et meilleur joueur (ballon d'argent). Le maître à jouer des Verts, Brahimi, s'est illustré en obtenant deux distinctions : celle de

meilleur joueur du tournoi (ballon d'or) et celle de meilleur joueur de la finale (soulier d'or). Le joueur d'Al-Rayane (première division qatarie) décroche à cette occasion son deuxième trophée avec l'Algérie après la CAN-2019 en Egypte. De son côté, le capitaine Rais M'Bolhi, décisif tout au long du tournoi en sauvant à plusieurs reprises son équipe, a été élu meilleur gardien du tournoi (gant d'or). M'Bolhi termine le tournoi avec seulement quatre buts encaissés

(Egypte 1 but, le Maroc 2 buts et le Qatar 1 but) en six matches. Pour sa part, Youcef Belaili, auteur d'un but légendaire des 40m face au Maroc en quarts de finale, a obtenu le ballon d'argent du tournoi désignant le 2^e meilleur joueur de la Coupe arabe. Le ballon de bronze est revenu au Qatar Akram Afif. Le trophée de meilleur buteur du tournoi a été décerné à Younis Seifeddine Jaziri (Zamalek) avec quatre réalisations.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tizi-Ouzou

La récolte des olives bat son plein

■ La récolte des olives bat son plein en Kabylie depuis quelques jours, à la faveur des conditions climatiques printanières.

Par Hamid Messir

Les oliveraies aux quatre coins de Tizi Ouzou épargnées par les incendies de l'été dernier sont investies dès les premières heures de la journée par les habitants jeunes et moins jeunes, d'autant plus que cela intervient pendant les vacances scolaires.

Il faut dire que l'activité attire toutes les catégories sociales, y compris des citadins qui joignent l'utile à l'agréable par cette récolte d'olives. Jusqu'à la mi-décembre courant, plus de 3 464 hectares de la superficie totale des oliveraies, estimée à plus 39 000 hectares, soit 12 %, ont été récoltés, donnant une production de 83 303 quintaux avec un rendement moyen de 24 quintaux par hectare, selon les chiffres fournis par M^{me} Hadji

Djaoui Samia, chargée de la filière oléicole à la Direction locale des services agricoles.

La trituration de 39 117 quintaux a donné une production de plus 6 505 hectolitres, avec un rendement moyen de 17 litres par quintal, selon notre interlocutrice qui rappelle que la production attendue atteindra plus de 12 millions de litres.

Par variétés cultivées, M^{me} Hadji Djaoui Samia nous précise que 90 % représente Chemlal, 08 % Azeradj et 02 % Limi et Bouchouk. Pour la trituration, 112 huileries ont ouvert leurs portes pour cette campagne, dont 62 modernes, 32 traditionnelles et 18 semi-automatiques. S'agissant du prix d'un litre d'huile d'olive, il varie entre 700 et 800 dinars.

H. M.

L'Algérie remporte la coupe arabe



Loumis

Djalou@hotmail.com

Béjaïa

Arrestation d'un individu pour usurpation de qualité

Un individu âgé de 33 ans a été arrêté ces derniers jours pour usurpation de qualité. «Ce dernier se faisait passer pour un militaire gradé et proposait aux jeunes, en contrepartie de sommes d'argent, ses services et son intervention pour obtenir des cartes de dispense du service national», indique la cellule de communication du groupement de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Béjaïa dans un communiqué de presse qui nous a été transmis. L'escroc a dupé plusieurs jeunes. Selon la même source, «il recevait les

dossiers des jeunes et leur remettait de faux récépissés et fausses cartes de dispense du service national». L'individu, natif de Béjaïa, a été arrêté en ville par la gendarmerie, suite à une enquête qui s'est matérialisée par la surveillance de ses activités et mouvements. Présenté devant la justice, l'escroc a été écroué au pénitencier de Béjaïa. D'autre part, la Gendarmerie nationale a saisi et mis en fourrière une pelle hydraulique de marque TER pour terrassement illicite d'un lopin de terre au lieu-dit Ighil N'said, village Tighremt, com-

mune de Toudja. La gendarmerie a également saisi, au courant de la semaine dernière, 4 664 bouteilles d'alcool de différentes marques produites localement. «Les quantités d'alcool ont été saisies sur la RN 106, à hauteur du village Aftis, commune de Boudjéliil, transportées illégalement par un camion immatriculé à M'sila». L'individu âgé de 43 ans a été conduit à la brigade de la gendarmerie pour être interrogé dans le cadre de l'enquête liée à cette affaire. La marchandise a été remise aux services des domaines.

H. Cherfa

Publicité

AFFICHAGE URBAIN ET ROUTIER

UNITÉ OUEST

12 Wilayas
105 Panneaux

UNITÉ EST

23 Wilayas
192 Panneaux

UNITÉ CENTRE

9 Wilayas
335 Panneaux



Le réseau N°1 en Algérie,
soyez le plus proche de vos clients

023 53 53 24 | 0655 56 78 58
023 53 53 61 | 0661 75 75 96
@ contact@anepcs.dz
www.anepcs.dz
Site AADL - 416 logt Aïn Naâdja
Gué de constantine - Alger